député dit qu'il ne veut pas interrompre les délibérations, je propose que la question de privilège soit reportée à demain matin. Alors, j'aurai eu l'occasion de voir si la question de privilège se pose vraiment dans les circonstances invoquées. Cette ligne de conduite serait également conforme à la pratique établie.

Cette question de privilège ayant été invoquée, je n'ai pas encore saisi la Chambre de la motion. Je suis certain que les applaudissements que vous venez d'entendre s'adressent au ministre des Finances (M. Fleming) et non à moi. Avec la permission du ministre, je vais donc saisir la Chambre de la motion.

LE BUDGET

EXPOSÉ FINANCIER SUPPLÉMENTAIRE DU MINISTRE DES FINANCES

L'hon. Donald M. Fleming (ministre des Finances) propose

Que M. l'Orateur quitte le fauteuil et que la Chambre se forme en comité des voies et moyens.

Monsieur l'Orateur, dans des exposés budgétaires antérieurs et en d'autres occasions, j'ai reconnu la nécessité d'une politique économique qui soit souple. En mars dernier, quand j'ai présenté le budget à la Chambre, j'ai dit qu'une politique budgétaire saine doit être souple et s'adapter à l'évolution de la situation économique. Non seulement notre politique doit-elle évoluer d'une année à l'autre, mais il y a lieu parfois de reviser nos perspectives économiques et de modifier notre politique fiscale entre deux budgets principaux. C'est le cas aujourd'hui.

(Texte)

Les budgets supplémentaires ne sont pas un phénomène absolument nouveau au Canada. Ils ont pour objet de répondre aux changements importants qui peuvent se produire dans le cours de l'année. Un gouvernement conscient de ses devoirs ne saurait se croiser les bras et laisser les événements suivre leur cours sous prétexte qu'on ne présente un budget qu'une fois par année. Notre gouvernement a l'intention de continuer à faire preuve de souplesse dans sa politique fiscale et dans les autres domaines, pour répondre aux besoins des Canadiens.

La présentation d'un budget supplémentaire pour l'année financière courante ne nous empêchera pas de présenter un budget régulier pour l'année financière prochaine. Avant de présenter le budget de l'année courante, nous reverrons avec soin, comme d'habitude, tout le régime fiscal, en tenant bien compte des diverses demandes de redressements et de modifications d'ordre technique qui nous ont été adressées au cours de l'année.

La nécessité de présenter un budget supplémentaire à ce moment-ci découle d'une série de phénomènes récents, quelques-uns d'origine canadienne, mais la plupart d'origine étrangère. Je commencerai par dire un mot de ces derniers.

(Traduction)

Depuis les premiers mois de l'année, l'expansion économique de l'Europe donne des signes de plus en plus nombreux de ralentissement. La situation varie selon les pays: au Royaume-Uni, qui est de loin le meilleur client du Canada parmi les pays d'outre-mer, la production industrielle semble être demeurée à peu près la même depuis le début de l'été, et il est clair qu'un bon nombre de pays de l'Europe continentale, et en particulier l'Allemagne, ne pourront pas maintenir indéfiniment le rythme d'expansion très rapide qu'ils ont connu ces dernières années. Voilà pourquoi nous ne devons pas nous attendre à accroître nos exportations vers ces pays sans y consacrer plus d'efforts.

Plus frappante encore est l'évolution de la situation aux États-Unis. Il y a neuf mois, les baromètres économiques chez nos voisins ne présageaient que du beau temps. Là-dessus, il n'y avait guère de voix discordantes; on ne semblait se poser de questions que sur la rapidité et l'ampleur de l'essor économique que tout le monde prévoit pour 1960. Mais hélas, l'expansion économique a été très minime chez nos voisins depuis le début de l'année, et le peu d'expansion qu'il y a eu a été assez inégalement réparti. Nos ventes aux États-Unis, qui représentent normalement bien au delà de la moitié de nos exportations, n'ont pas été ce que nous avions lieu de prévoir. Pour les dix premiers mois de l'année, nos exportations aux États-Unis ont même diminué d'environ un et demi p. 100, tandis que nos exportations à tous les autres pays ont marqué une augmentation d'au delà de 20 p. 100. Malgré le fléchissement survenu aux États-Unis, l'activité économique y demeure élevée, et je ne prévois certes pas de baisse sérieuse. Mais on aurait tort de compter sur un accroissement notable de nos exportations vers ce pays dans le proche avenir.

Derrière ces changements de courte durée survenus dans les principaux pays industrialisés du monde, une évolution plus profonde se dessine. Depuis plusieurs années déjà, les prix des matières premières sont à la baisse sur les marchés mondiaux, ce qui indique que la consommation mondiale de ces matières, si elle continue à augmenter, retarde cependant sur l'essor de l'activité économique en général. A mesure que la prospérité s'accroît, les industries de prestation de services jouissent d'une demande de plus en plus forte comparativement aux industries

productrices de denrées. Il n'y a là rien d'étonnant: lorsque les revenus dépassent un certain niveau, on en consacre une plus forte proportion aux voyages, aux divertissements et aux autres services qu'aux achats de nourriture, de vêtements et d'autres denrées.

Je voudrais m'arrêter sur une autre considération assez importante, qui intéresse à la fois les matières premières et les produits fabriqués. Ces dernières années, l'offre a rattrapé la demande, la productivité a dépassé le chiffre des commandes. Au cours de la guerre, et durant plus de dix ans ensuite, la demande semblait presque insatiable. Cette demande découlait directement, pour une part, d'authentiques pénuries de denrées; elle découlait aussi, pour une autre part, de l'idée excessive qu'on se faisait de ces pénuries et de l'attente d'une hausse des prix. Il était dès lors inévitable que partout dans le monde, et au Canada en particulier, les entreprises se mettent presque fiévreusement à accroître leurs moyens de production, si bien que, récemment, on a commencé de discerner les signes d'un état temporaire de capacité excessive assez répandue. Le phénomène est peut-être plus prononcé aujourd'hui en Amérique du Nord qu'en Europe et au Japon, où pendant des années la guerre a laissé un sillage de bouleversements et de pénuries. Quoi qu'il en soit, nous nous trouvons dans un monde nouvellement outillé et en proie à une âpre concurrence.

Ce n'est évidemment pas la première fois, —même si c'est la première fois depuis la fin de la guerre,—que les pays industriels du monde se trouvent en période de farouche concurrence alliée à une vaste capacité de production. En fait, de telles situations se sont déjà présentées dans le passé à un degré beaucoup plus accentué qu'aujourd'hui. Les régimes économiques ont déjà commencé à s'adapter à la situation, une situation qui, nous pouvons en être sûrs, ne durera pas. L'essor des programmes d'immobilisations va reprendre et il est juste que les pays comme le nôtre, doués de riches ressources, se préparent en conséquence. Toutefois, pour le moment, nous ne pouvons espérer que ces industries puissent exercer la même influence vigoureuse et stabilisatrice que celle à laquelle nous étions habitués.

Comment se situe le Canada dans ce tableau général? A tout prendre, il fait bonne figure; mais, comme il fallait s'y attendre, nous avons eu notre part de difficultés et de déceptions. Celle qui nous préoccupe le plus à l'heure actuelle, c'est le chômage.

Lorsque, le 31 mars, j'ai présenté le budget de 1960-1961, j'ai fondé mes prévisions de recettes sur un accroissement d'environ 6 p. 100 du produit national brut en 1960 par

[L'hon. M. Fleming.]

rapport à celui de 1959. En fait, l'accroissement sera moindre, et je dirai tantôt quelles répercussions en résulteront sur nos recettes. D'autre part,—et il importe de le souligner,—cette année l'activité commerciale au Canada a été plus forte que jamais. Bien que l'essor et l'expansion n'aient pas répondu à nos espérances, il reste qu'en 1960 de nouveaux sommets ont été atteints dans les domaines de la production, de la consommation, du commerce et de l'embauche.

Certains déprécient volontiers ces résultats positifs auxquels tous les secteurs du pays ont contribué; ceux-là sèment ainsi le pessimisme à travers le pays et, parfois inconsciemment peut-être, créent un climat d'appréhension qui paralyse la hardiesse et l'initiative. A mon sens, ces gens rendent un bien mauvais service au Canada. En fait, l'économie canadienne, après avoir connu une longue période d'essor vigoureux, maintient son activité à un niveau élevé. L'embauche a continué à augmenter; durant les onze premiers mois de cette année, il a dépassé de 1.7 p. 100 le niveau de la période correspondante de 1959, et de 3.9 p. 100 le niveau de la même période en 1957. Cet accroissement de l'embauche est donc bien plus sensible que celui de l'emploi aux États-Unis. En effet, de 1957 à 1960, l'embauche a augmenté deux fois plus rapidement au Canada qu'aux États-Unis.

Cependant, en 1960, les tendances de l'activité économique au Canada ont suivi de près celles des États-Unis. Bien que certains indices économiques aient été différents, il faut dire qu'il y a plus de similitudes que de divergences. On est donc en roit de conclure que les forces qui ont diminué l'expansion aux États-Unis se sont également fait sentir au Canada. Dans les deux pays, par exemple, le niveau réel des placements permanents effectués par le secteur privé est tombé bien plus bas que les prévisions; l'accumulation des stocks a fléchi sensiblement au cours de l'année; le nombre de maisons mises en chantier a été moins grand; le chiffre du commerce de détail est moins élevé que par les années passées. En présentant ce budget supplémentaire, je n'ai pas l'intention de faire une revue complète et détaillée de la situation économique au pays et à l'étranger. Cependant, il y a certains aspects de l'économie canadienne que je me dois de signaler ce soir.

Nous nous trouvons dans une situation qui est, du point de vue économique, inusitée et je pourrais presque dire paradoxale. Comme je viens de le dire, nous avons atteint cette année de nouveaux sommets dans le domaine économique. Mais en même temps, notre effectif ouvrier s'est accru d'une façon exceptionnellement rapide et l'activité n'a pas atteint un niveau assez élevé pour occuper

complètement notre main-d'œuvre et nos biens d'équipement.

Depuis plusieurs années, l'effectif ouvrier s'est accru de façon extraordinaire au Canada, cette augmentation étant souvent deux ou trois fois plus forte que dans d'autres pays industrialisés de l'Ouest. L'embauche a également connu des gains sensibles, la majorité des personnes en quête de travail ayant pu se trouver un emploi utile. Durant les onze premiers mois de cette année, il y a eu, en moyenne, 102,000 Canadiens de plus au travail que durant la période correspondante de 1959, soit une augmentation de 1.7 p. 100. Toutefois, cela n'a pas suffi pour absorber complètement l'accroissement de l'effectif ouvrier qui a été de 2.8 p. 100.

Durant les années antérieures, l'augmentation marquée de notre effectif ouvrier a résulté dans une large mesure de l'immigration nombreuse d'adultes d'âge mûr et de leurs familles en notre pays. Nombre d'entre eux avaient acquis dans leur pays d'origine une certaine spécialisation et une certaine formation; notre économie industrielle hautement technique les a facilement absorbés. En outre, un bien plus grand nombre de femmes mariées ont eu tendance à chercher ou à accepter un emploi à mesure que la mécanisation plus poussée des travaux ménagers leur a permis de chercher un emploi rémunérateur en dehors du foyer. Ces facteurs se font encore sentir à un certain degré. Toutefois, l'augmentation actuelle de notre effectif ouvrier résulte directement de ce qu'un grand nombre de jeunes Canadiens, nés durant et immédiatement après la guerre, sont parvenus à l'âge où ils peuvent se présenter sur le marché du travail. De 1943 à 1947, il y a eu au Canada, chaque année, 90,000 naissances de plus, en moyenne, que dix ans auparavant. Ces enfants ont grandi. Au début des années 1950 ils entraient à l'école. Les municipalités ont alors constaté qu'elles manquaient beaucoup de classes et d'instituteurs, d'abord au niveau de l'enseignement primaire, puis à celui de l'enseignement secondaire. Ces jeunes arrivent maintenant sur le marché de la main-d'œuvre. Cela se produit au cours de l'évolution économique dont j'ai déjà parlé. Durant la première décennie de l'après-guerre, la demande de produits canadiens, tant chez nous qu'à l'étranger, et, par le fait même, la demande de main-d'œuvre, a été tellement forte que des jeunes qui n'avaient que peu ou pas de fonctions pouvaient facilement obtenir un emploi bien rémunéré. Aujourd'hui la situation n'est plus la même; les jeunes constatent qu'il leur faut une formation plus poussée. En effet, à l'heure actuelle, ce sont les jeunes gens non spécialisés qui sont le plus durement atteints par le chômage.

Un second aspect important de notre situation économique sur lequel je veux attirer ce soir l'attention se rattache de près à notre effectif ouvrier et à notre aptitude à lui assurer le plein emploi à des salaires raisonnables. Il s'agit de la concurrence que doivent soutenir les produits canadiens, tant sur le marché national que sur le marché international. La Chambre ne s'étonnera pas que j'aborde ce sujet. En effet, dans mes trois exposés budgétaires précédents j'ai fait une mise en garde contre les conséquences de la hausse du prix de revient de nos produits. En 1959, j'ai signalé que «la concurrence devient de plus en plus vive sur les marchés mondiaux et si nous ne savons pas maintenir nos frais de production au niveau de ceux d'autres importantes nations commerçantes, nous aurons de plus en plus de mal à vendre nos produits à l'étranger et à soutenir la concurrence des produits que nous importons.» D'après les derniers événements, il semble que nos exportateurs ont mieux réussi à conserver et à accroître leurs marchés à l'étranger que certains autres de nos producteurs à conserver leur part traditionnelle du marché canadien. Chaque secteur, et dans chaque industrie, dans chacun des secteurs, a ses problèmes propres; et les meilleurs moyens par lesquels le gouvernement peut les aider varient d'une industrie à l'autre. De part et d'autre, employeurs et employés doivent chercher à améliorer notre position économique du point de vue de la concurrence en modérant leurs exigences à l'égard du public et en maintenant un juste équilibre entre la rémunération et la productivité. La nécessité de maintenir la productivité et de comprimer les frais de production constitue dans l'ensemble un défi à l'industrie, au monde du travail et aussi au gouvernement.

Il y a un troisième aspect de notre situation actuelle auquel nous devons accorder une attention particulière. Au cours des quinze premières années de l'après-guerre, notre pays a connu une expansion exceptionnellement rapide. Le taux de nos dépenses d'établissement a été un des plus élevés du monde. Les investissements au Canada se sont répartis entre les industries primaires, les industries secondaires, les industries de services, les services d'utilité publique et les services sociaux. Nous avons pleinement profité de l'occasion de développer nos industries primaires et secondaires au moment où la demande était forte. Pour les stimuler, nous leur avons offert des avantages particuliers. Nous avons aussi contracté de lourdes obligations à l'étranger. Nous avons amélioré et accru nos grandes routes, et nous avons construit des centaines d'écoles et d'hôpitaux, et des centaines de mille habitations. Les résultats dans l'ensemble ont été considérables

non seulement du point de vue de la quantité mais aussi par le bel équilibre de la qualité. L'économie canadienne s'en trouve grandement affermie et diversifiée, et elle a ainsi accru ses moyens de satisfaire à ses obligations à l'étranger.

Au cours de cette période de demande exceptionnelle de produits canadiens, notre taux d'investissement, en plus d'être un des plus élevés du monde, a été financé en majeure partie par les épargnes des Canadiens. En même temps nous avons réussi à attirer chez nous des épargnes de l'étranger. Si, comme il semble probable, nos investissements de capitaux, tout en demeurant considérables, s'accroissent à un rythme moins rapide que par le passé, la proportion qui en sera financée par les épargnes canadiennes sera plus forte. Cela entraîne un changement peut-être considérable des sources auxquelles les Canadiens doivent puiser les fonds requis pour financer leurs divers programmes d'investissement. La solution du problème réside dans l'aptitude et le consentement des Canadiens à placer de leur plein gré leurs épargnes dans des entreprises canadiennes, idée que j'ai souvent préconisée. Le remaniement des sources de capitaux destinés aux investissements canadiens influera évidemment sur deux domaines importants; d'abord sur celui de la propriété et du contrôle de l'industrie et, en second lieu, sur la balance des paiements internationaux.

Cela m'amène au quatrième sujet que je veux signaler, celui du commerce et des paiements internationaux, ainsi que de leur rapport avec l'état de l'embauche. Cette année, il semble que nos importations nettes de capitaux s'élèveront à un milliard de dollars environ et s'accompagneront d'un excédent semblable de nos importations de biens et services sur nos exportations de biens et services. Au cours des années où, en raison d'une expansion économique sans précédent, nous avons fait appel à toutes nos ressources économiques, nous avons complété celles-ci, tant sur le plan financier que sur le plan matériel, par des biens et des capitaux de l'étranger. Mais aujourd'hui nos ressources ne sont pas utilisées à l'excès, et en maints domaines nos capacités sont incomplètement exploitées. Aussi avons-nous besoin des ressources de l'étranger pour notre expansion économique. Mais le rythme actuel de l'accroissement de nos obligations étrangères n'est pas nécessaire dans l'état actuel de notre économie.

Dans les conditions présentes, si les capitaux nous arrivent de l'étranger sous des formes et dans des quantités qui forcent la valeur externe de notre dollar, les producteurs canadiens s'en trouvent moins bien placés

pour soutenir la concurrence tant sur les marchés internes que sur les marchés étrangers. Les importations de marchandises et de services prennent trop d'ampleur tandis que nos exportations restent inférieures à ce qu'elles pourraient être, si bien que notre déficit dans les comptes courants se grossit inutilement. En maintes circonstances et dans bien des conditions, les importations de capitaux multiplient les emplois, aident à la productivité et ouvrent plus large les marchés, mais dans un milieu différent elles peuvent aussi aggraver un chômage existant.

Les importations de capitaux ne peuvent toutefois être entreprises et arrêtées à volonté. Dans bien des cas, elles s'accompagnent non seulement d'une importation des marchandises et de services qui viennent compléter nos propres ressources, mais aussi d'autres choses dont nous serons toujours heureux de profiter, par exemple les dernières découvertes de la technologie et l'accès aux marchés étrangers.

On a soutenu parfois que nous devrions cesser de voir d'un bon œil la participation des étrangers aux affaires canadiennes et à nos marchés de capitaux, et qu'il conviendrait de restreindre rigoureusement les placements étrangers chez nous, par des politiques établies à cette fin. Ce n'est pas l'opinion du gouvernement. S'il nous fallait écarter les bailleurs de fonds étrangers et les investissements de provenance étrangère, nous ferions de notre pays un «petit Canada», privé de bien des contacts qu'il a avec le monde extérieur et qui ont enrichi notre vie nationale. Nous deviendrions relativement isolés, et la plupart d'entre nous seraient déçus des effets d'un tel éloignement sur notre développement économique.

A tout événement, le Canada n'est vraiment pas libre de s'isoler économiquement. De par sa nature et de par son histoire, il ne peut faire autrement que de participer au commerce mondial et d'être membre à part entière de la société internationale. Il nous faut vendre une grande partie de nos produits sur les marchés mondiaux et il nous faut aussi importer bien des choses indispensables à notre vie quotidienne.

A maintes reprises, plus souvent que je ne saurais dire, j'ai signalé ici et ailleurs le besoin que nous avons de matériel, de marchés et de techniques qui nous viennent avec les capitaux étrangers. Ces capitaux, nous les voudrions, dans une plus ou moins large mesure, pour bien des années encore. Aussi devons-nous maintenir un climat favorable aux placements étrangers dans notre pays. En même temps, toutefois, en raison des transformations fondamentales que subit le milieu économique mondial, et vu le changement de la situation du Canada, nous devons nous demander si nous voulons et même si

nous pouvons nous permettre d'offrir aux capitaux étrangers les attraits spéciaux et les encouragements à venir, au Canada, qui naguère encore étaient de mise.

J'ai dit que le chiffre de nos importations de biens et de services dépasse d'environ un milliard celui de nos exportations. C'est moins que nos déficits des quatre dernières années. De fait, depuis quelques mois, notre commerce de denrées accuse un surplus et, pour l'ensemble de l'année, sera à peu près équilibré. Cela se compare très favorablement avec l'année 1956, alors que pour les marchandises nous avons un déficit record de 728 millions, et même un déficit encore plus considérable avec les seuls États-Unis, soit 1,167 millions. Depuis, nos exportations de marchandises ont augmenté de 11 p. 100, tandis que nos importations ont effectivement diminué. Une très grande partie du déficit de 1960 dans les comptes courants est imputable aux services. Ceux-ci comprennent le service des capitaux importés dans le passé, et aussi les services courants de genres bien différents comme les transports et les dépenses des touristes. Les sommes en cause sont assez considérables pour inquiéter de nombreux Canadiens.

Ici se termine la revue des grands problèmes économiques que je voulais porter à l'attention de la Chambre ce soir. Une question naturellement se pose. Comment la politique du gouvernement peut-elle aider le mieux à amener le redressement qu'exige l'évolution de la situation? J'espère, monsieur l'Orateur, pouvoir répondre en partie à cela plus tard ce soir. Mais auparavant, j'aimerais rappeler à la Chambre le programme économique du gouvernement qui figure dans le discours du trône.

J'ai mentionné, tout à l'heure, qu'aujourd'hui les ouvriers spécialisés trouvent plus facilement de l'emploi que ceux qui ne le sont pas; j'ai parlé aussi des problèmes connexes de productivité et de concurrence. Comme la Chambre le sait, le gouvernement a présenté à cet égard un certain nombre de mesures. Par une augmentation considérable de nos contributions à la formation technique et professionnelle, nous avons l'intention d'accroître l'efficacité de la main-d'œuvre canadienne et de procurer à la jeunesse canadienne les aptitudes techniques qui lui permettront de trouver plus facilement des emplois. En même temps, de nouveaux emplois seront créés par la construction elle-même des écoles de formation, dont le gouvernement, pour les deux ans à venir, paiera 75 p. 100 des frais. Par l'établissement d'un Conseil de la productivité, nous allons encourager l'industrie à rechercher les méthodes les plus modernes et les plus efficaces pour produire les biens et les services que demandent le Canada et ses clients.

Depuis la dernière guerre, une partie importante des ressources du Canada a été affectée à la construction et à l'amélioration de maisons, d'écoles, de routes et d'hôpitaux. La longue période de la crise des années trente et de la guerre, dont a souffert cet aspect de notre vie nationale, ainsi que l'augmentation rapide de la population depuis la guerre, ont rendu un tel programme nécessaire. Dans un temps relativement court, nous avons réalisé des progrès considérables, surtout au niveau des provinces et des municipalités, et souvent avec l'aide du Trésor fédéral. Toutefois, il reste encore d'importants besoins à combler. Le ralentissement provisoire de l'activité économique dans le secteur privé nous fournit l'occasion de combler une partie des besoins du secteur public. C'est pourquoi le gouvernement fédéral a jugé le moment opportun pour stimuler l'activité dans les domaines de la rénovation urbaine et de l'élimination des taudis, de l'élimination des eaux d'égout, ainsi que de la construction d'hôpitaux et de maisons pour les étudiants. La Chambre a déjà adopté des lois à cette fin; nous espérons et nous prévoyons que les municipalités et les autres organismes intéressés profiteront beaucoup de notre aide. Ces mesures, ajoutées à des dispositions plus généreuses en matière de logement, devraient exercer bientôt une influence favorable sur l'embauche dans l'industrie du bâtiment et dans les industries de matériaux de construction.

Nous avons aussi l'intention de lancer un certain nombre de grands projets précis qui seront le point de départ d'une reprise et d'une accélération de la croissance à long terme de nos industries d'exploitation des ressources naturelles. Le prolongement prévu de chemins de fer jusqu'au grand lac des Esclaves et jusqu'à la région de Mattagami dans le Québec représente un autre effort en vue de la mise en valeur de notre région septentrionale et de ses grandes ressources naturelles. La réalisation de projets visant à prévenir les inondations dans la région de Winnipeg et dans l'ouest de l'Ontario permettra une nouvelle mise en valeur dans ces riches régions agricoles et industrielles. Dirigé par le ministre de la Justice, un groupe de négociateurs canadiens s'occupe activement d'élaborer, avec le gouvernement de Washington, les derniers détails d'un traité concernant les aspects internationaux des projets d'aménagement du Columbia dont la réalisation, une fois mise en train, donnera une forte impulsion à l'économie de la Colombie-Britannique et du Canada tout entier.

En plus de ces mesures destinées à constituer la base d'une expansion continue des industries d'exploitation de nos ressources à mesure que s'accroîtra la demande de nos produits, le gouvernement a l'intention de

présenter une mesure législative riche de conséquences à la longue pour l'agriculture canadienne. Cette mesure prévoit un programme d'aménagement rural de grande portée qui, ajouté aux services et aux programmes d'aide déjà offerts aux cultivateurs, constituera une politique agricole complète et bien équilibrée pour notre pays. Aux termes de ce programme, que nous réaliserons en collaboration avec les provinces, nous pouvons prévoir une amélioration générale de la qualité de nos ressources agricoles, grâce à des projets visant l'amélioration des sols et la conservation des eaux; la diversification des possibilités économiques dans les régions rurales; l'utilisation plus efficace des terres pauvres en les transformant en pâturages publics et en terres boisées. Ces initiatives et d'autres activités connexes prévues à ce programme visent à réaliser l'objectif que poursuit depuis longtemps le gouvernement d'élever le niveau de vie et d'améliorer les possibilités économiques de notre population rurale.

A cause de notre climat, l'emploi a toujours eu chez nous un caractère nettement saisonnier. De décembre à mars, il y a toujours beaucoup plus de chômage que durant le reste de l'année. Depuis son arrivée au pouvoir, notre gouvernement s'est constamment efforcé de remédier à cette poussée saisonnière du chômage en stimulant de façon spéciale certains secteurs d'activité qui assurent des emplois d'hiver. Cette année, nous redoublons d'effort en ce sens et nous avons annoncé de nouveaux stimulants aux entreprises des municipalités. Nous n'avons rien négligé pour accélérer la réalisation de nombreux projets du gouvernement fédéral déjà approuvés par le Parlement, et les résultats commencent déjà à se faire sentir.

Le gouvernement a étudié avec soin la question de mobiliser et, dans une certaine mesure, de canaliser les épargnes des Canadiens vers des secteurs économiques où la demande de capitaux, croyait-on, serait forte ou qui, dans le passé, avaient obtenu des fonds de sources étrangères. Voilà un problème sérieux dont la solution ne sera pas facile. Toutefois, nous nous y sommes attaqués. J'ai déjà parlé de l'aide fédérale supplémentaire maintenant offerte en vue de l'élimination des taudis, l'épuration des eaux-vannes et d'autres travaux. Je tiens aussi à rappeler à la Chambre que le gouvernement présentera un projet de loi visant à donner plus de souplesse aux placements des compagnies d'assurances afin de permettre un apport plus sûr de capitaux en vue de répondre aux besoins de l'industrie canadienne et du logement. De plus, la loi qui établit un nouveau régime de prêts aux petites entreprises garantis par le

[L'hon. M. Fleming.]

gouvernement contribuera à combler les besoins d'un secteur vital et actif de notre collectivité, secteur qui, soit dit en passant, appartient presque exclusivement aux Canadiens.

J'ai déjà signalé qu'il va falloir faire des efforts supplémentaires si nous voulons que les exportations canadiennes continuent de s'accroître. Pareil état de choses présente un défi tant à l'entreprise privée qu'au gouvernement. En conséquence, le gouvernement accorde une aide et un encouragement additionnels aux exportateurs canadiens. La mise sur pied par le gouvernement canadien, de concert avec les banques canadiennes, de nouvelles facilités de financement des exportations assurera de l'aide aux exportateurs de biens d'équipement. Relativement à notre programme général d'exportation, mon collègue, le ministre du Commerce, a fait venir à Ottawa tous ses délégués commerciaux des quatre coins du monde, en vue de lancer une campagne pour découvrir de nouveaux marchés. Comme dans le cas d'autres parties du programme gouvernemental, les hommes d'affaires canadiens ont été invités à se joindre à des représentants du gouvernement canadien aux fins d'élaborer un plan de campagne en commun. L'attitude du gouvernement à l'égard du commerce extérieur est donc constructive et orientée vers l'expansion.

Ce serait tout à fait contraire à cette attitude d'expansion prise à l'égard des exportations que d'adopter, dans le cas des importations, l'attitude étroite de restriction, qu'on nous recommande si souvent. Le Canada va continuer d'appuyer les principes et les fins d'un commerce mondial ordonné et multilatéral.

Monsieur l'Orateur, le gouvernement entend continuer à faire face aux nouvelles circonstances qui pourront se présenter et à répondre aux nouveaux besoins qui surgiront. Cependant, il ne faut jamais perdre de vue l'importance capitale qu'il y a de maintenir et de défendre l'intégrité de notre monnaie. Il y a à peine un an ou deux, chacun craignait l'inflation larvée. En dépit de mises en garde de plus en plus nombreuses contre les conséquences de la hausse continue des prix, on a agi pendant des années comme si l'inflation devait continuer. Depuis deux ans, certains indices permettent de croire que les efforts du gouvernement et de la population pour enrayer l'inflation ont enfin abouti à un certain succès. Bien qu'il faille continuer à craindre le danger d'une recrudescence des tendances inflationnistes, il semble qu'en Amérique du Nord la plupart des forces immédiates d'inflation, sinon toutes, soient maintenant épuisées et qu'un nombre croissant de personnes soient disposées à fonder

leurs décisions personnelles et d'ordre commercial sur cette hypothèse.

C'est un fait nouveau des plus réjouissants. Le maintien du pouvoir d'achat de notre dollar est essentiel à l'essor continu de notre économie, à l'épargne et au placement et, par voie de conséquence, à l'amélioration de l'emploi. Nous avons accompli, ces dernières années, de réels progrès dans nos efforts pour mater les excès inflationnistes. Le gouvernement conserve son intention bien arrêtée de prévenir le retour de l'inflation qui entraîne l'injustice sociale et l'atrophie des forces économiques et morales de la nation. Les politiques d'ordre économique et financier du Canada doivent en effet être souples; cependant, elles ne doivent pas servir à ramener l'inflation. Je crois qu'à cet égard il nous faut réussir.

LES COMPTES DE L'ÉTAT, 1960-1961

J'en viens maintenant au nouvel examen de notre situation budgétaire pour l'année courante. Dans mon exposé de mars, j'ai estimé que nos dépenses pour l'année qui se terminera le 31 mars s'élèveraient à 5,880 millions, que nos recettes atteindraient 5,892 millions et que nous aurions un excédent de 12 millions.

Ainsi que je l'ai dit plus tôt, la tournure des événements économiques au Canada, tournure fort influencée par l'activité économique des États-Unis, a marqué un certain progrès, mais un progrès qui est loin d'être aussi considérable que celui qui paraissait probable il y a neuf mois. En mars dernier, je prévoyais que le rythme de notre expansion en 1960 allait porter notre produit national brut à 6 p. 100 au-dessus du niveau qu'il avait atteint en 1959. Nous ne disposons de chiffres qu'à l'égard des deux premiers trimestres de 1960. Durant le premier trimestre de 1960, notre produit national brut a augmenté de 5 p. 100 par rapport au premier trimestre de 1959. De son côté, le deuxième trimestre a accusé une augmentation correspondante de 1½ p. 100. Pour le premier semestre de 1960, le produit national brut a donc été de 3½ p. 100 au-dessus du niveau atteint en 1959 et de 2 p. 100 au-dessus du chiffre rectifié pour l'année 1959 au complet.

Me fondant sur nos prévisions de mars, je m'attends à ce que nos recettes de l'année courante dépassent de 11 p. 100 celles de l'année dernière. Jusqu'à la fin d'août, nos rentrées de fonds ont été tout à fait conformes à ces prévisions. Depuis trois mois, cependant, l'augmentation des recettes a ralenti, et si les tendances actuelles continuent, je m'attends à ce que nos recettes de la présente année dépassent d'environ 7½ p. 100 celles de l'an dernier. Autrement dit, nos

recettes globales atteindront vraisemblablement 210 millions, soit 3½ p. 100 de moins que le chiffre prévu.

Avec le consentement des honorables députés, je voudrais maintenant verser au hansard un tableau des recettes indiquant le chiffre pour 1959-1960, la prévision de mars pour 1960-1961 et une prévision rectifiée pour 1960-1961 fondée sur les chiffres concernant les huit premiers mois de la présente année financière et sur une estimation des tendances pour les quatre autres mois.

M. l'Orateur: La Chambre consent-elle à ce que le ministre insère maintenant le tableau dans le compte rendu?

Des voix: D'accord!

M. l'Orateur: Le ministre a-t-il d'autres tableaux?

L'hon. M. Fleming: J'en ai un autre.

M. l'Orateur: La Chambre consent-elle dès maintenant à l'insertion de cet autre tableau?

Des voix: D'accord.

(Note de l'éditeur: Voici le tableau en question):

TABLEAU I
Prévision révisée des recettes
(en millions de dollars)

	Réelles 1959-1960	1960-1961	
		Prévisions en mars	Prévisions courantes
Impôt sur le revenu des particuliers	\$ 1,566	\$ 1,750	\$ 1,715
Impôt sur le revenu des sociétés	1,143	1,340	1,300
Impôt sur le revenu des non-résidents	73	80	80
Impôt sur les biens transmis par décès	88	85	90
Droits de douane	526	580	525
Taxe de vente	733	795	740
Autres droits et impôts	623	670	660
Total des impôts	\$4,752	\$ 5,300	\$ 5,110
Recettes non fiscales ...	538	592	570
Total des recettes	\$5,290	\$ 5,892	\$ 5,680

L'hon. M. Fleming: Pour ce qui est des dépenses, je m'attends que les résultats de 1960-1961 accusent une augmentation d'environ 100 millions, soit moins de 2 p. 100 de plus que les prévisions que j'ai déposées à la Chambre en mars dernier. Trois grandes modifications rendent plus que suffisamment compte de cette augmentation: premièrement, la décision prise par le Parlement, en août, d'affecter 42 millions de dollars aux versements au titre des emblavures; deuxièmement, les pertes beaucoup plus importantes que celles que nous avions prévues

dans le compte de stabilisation des prix agricoles et dans la caisse des versements d'urgence à l'agriculture des Prairies; et troisièmement, une augmentation de plus de 50 millions de dollars du déficit du National-Canadien. En mars dernier, la direction du National-Canadien prévoyait un déficit de 24 millions. On me dit maintenant que ce chiffre dépassera probablement 75 millions de dollars.

Ces trois postes entraîneront une augmentation de dépenses d'environ 130 millions; comme on s'attend que le total des dépenses dépasse de 100 millions le montant prévu, il semble que, ces trois postes mis à part, les autres chapitres de dépenses, non seulement ne dépasseront pas les prévisions mais accuseront vraisemblablement une diminution de 30 millions sur les prévisions de mon exposé budgétaire de mars dernier.

Il résulte de ces prévisions révisées, basées sur les chiffres effectifs de huit mois et sur les chiffres estimatifs de quatre mois, que nos recettes de l'année en cours seront probablement d'environ 5,680 millions, nos dépenses d'environ 5,980 millions, donnant un déficit budgétaire d'environ 300 millions.

D'autre part, je m'attends que nos besoins nets en espèces pour l'année courante soient assez voisins du chiffre de 210 millions que j'avais prévu en mars dernier. Le renversement de la situation, allant d'un excédent prévu de 12 millions à un déficit évalué à 300 millions, sera contrebalancé par une réduction probable de 90 millions, de la demande prévue de fonds pour le logement accordés par l'entremise de la Société centrale d'hypothèques et de logement, par rapport au chiffre estimatif que j'avais indiqué à la Chambre en mars dernier, et par une économie de 225 millions au chapitre des sommes demandées à l'État par le National-Canadien. Au lieu d'augmenter de 150 millions sa dette nette auprès du Trésor, comme je l'avais prévu dans mon exposé budgétaire de mars dernier, le National-Canadien l'a diminuée d'environ 75 millions en empruntant directement du public au moyen d'émissions d'obligations. En résumé, nos appels directs au marché des obligations et des capitaux et aux épargnes de la population seront probablement tels que je les avais prévus en mars dernier.

Depuis le 1^{er} avril 1960, le total de la dette directe fondée et garantie de l'État a augmenté d'environ 457 millions de dollars. Le volume des obligations d'Épargne du Canada en cours a augmenté de 472 millions et notre dette négociable, directe et garantie, a diminué de 15 millions. La dette garantie a augmenté de 250 millions et notre dette directe négociable a diminué de 265 millions.

[L'hon. M. Fleming.]

Comme je l'ai déclaré au début de mon exposé, ceci n'est pas un budget complet, mais une série de propositions complétant le budget régulier que j'ai déposé en mars dernier. C'est une partie intégrante de la vaste politique économique exposée dans le discours du trône.

Le gouvernement prend des mesures d'ordre économique pour assurer la stabilité et l'expansion du Canada et le bien-être et la prospérité de la population canadienne. En premier lieu, nous proposons des mesures d'effet immédiat ou à court terme, dont la plus importante vise à combattre le chômage, surtout le chômage d'hiver. Les mesures gouvernementales à ce titre revêtent principalement un caractère non budgétaire lors même que je recommanderai des mesures complémentaires ce soir.

Un deuxième groupe de propositions est conçu pour renforcer à la longue la structure de l'économie nationale. Nous voulons promouvoir et stimuler une expansion équilibrée de l'économie; nous devons veiller à prévenir toute recrudescence de l'inflation; nous voulons, par des moyens appropriés, contribuer à orienter notre balance des paiements dans la bonne direction; nous voulons encourager l'utilisation la plus efficace de l'épargne canadienne dans le développement, la gestion et le contrôle d'une économie canadienne en expansion.

En élaborant le budget supplémentaire, j'ai voulu approfondir certains défauts de notre régime fiscal qui, à l'heure actuelle, semblent militer contre la pleine réalisation de nos possibilités économiques. On se propose d'apporter des avantages véritables et durables en vue de la marche efficace de l'économie générale.

Les propositions que je vais soumettre à la Chambre auront des répercussions importantes sur le cours des événements de ces prochaines années et exerceront de plus, je l'espère, des effets considérables dans les prochains mois.

Certaines des mesures que je suis sur le point de présenter assureront aux entreprises commerciales, et particulièrement aux plus petites, un surcroît d'aide sous forme de dégrèvements d'impôts qui les aideront à se développer et, dans la mesure du possible, à fournir de nouveaux emplois. Dans le domaine des importations, je demanderai à la Chambre d'examiner les règles propres à déterminer ce qui constitue des marchandises d'une «classe ou catégorie» fabriquée au Canada. Je recommanderai l'adoption de mesures tendant à encourager les placements. Je recommanderai aussi l'adoption de mesures dont l'objet sera d'assurer l'utilisation plus efficace de l'épargne des Canadiens, pour financer l'expansion de notre industrie et

la mise en valeur de nos ressources. Ces propositions, espérons-nous, contribueront sensiblement à susciter de nouveaux emplois. Dans le même domaine, j'annoncerai des mesures destinées à venir en aide aux industries nouvelles dans les régions du Canada où le chômage est prononcé. Je ferai également connaître de nouvelles mesures qui doivent encourager les industries fondées sur nos ressources à effectuer une transformation plus poussée de leurs produits au Canada et à fabriquer de nouveaux produits. Afin d'assurer un meilleur équilibre de nos finances par rapport au monde extérieur, je proposerai le retrait de certains avantages fiscaux qui ont, jusqu'ici, encouragé l'affluence de capitaux étrangers. Étant donné l'évolution de la conjoncture économique et l'encouragement que nous voulons donner à l'épargne et aux placements canadiens, ces avantages n'ont plus leur raison d'être. Enfin, vu l'importance de l'enseignement supérieur, je proposerai certaines mesures d'allègement fiscal.

LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU

Je vais maintenant expliquer les diverses mesures en détail.

Dans notre société libre, nous comptons dans une grande mesure sur le commerce comme source d'emploi et comme moyen d'étendre notre activité économique. J'ai examiné le régime fiscal touchant les opérations commerciales, afin de tenter d'encourager le commerce et l'industrie dans la grande tâche qui leur incombe, c'est-à-dire l'expansion économique et la création de nouveaux emplois.

Je propose une importante modification au régime des taux d'impôt sur le revenu des sociétés. A l'heure actuelle, les premiers \$25,000 du revenu imposable des sociétés sont imposés au faible taux de 21 p. 100, tandis que le reste du revenu est frappé d'un impôt de 50 p. 100. Il est proposé que, à compter du 1^{er} janvier 1961, la tranche de revenu imposable au taux inférieur soit portée de \$25,000 à \$35,000. Les honorables députés se rappelleront que le premier groupe d'allègement fiscaux que notre gouvernement a présentés au Parlement en décembre 1957, renfermait une disposition ayant pour objet d'aider les petites entreprises, en portant cette première tranche de \$20,000 à \$25,000, ce qui a eu des effets très positifs. En proposant maintenant d'augmenter cette tranche de \$10,000, pour la porter à \$35,000, nous ferons profiter 4,000 autres sociétés du faible taux d'imposition. Sur les quelque 62,000 contribuables assujétis à l'impôt sur le revenu des sociétés, 55,000 ont des revenus inférieurs à \$35,000 et bénéficieront dorénavant du faible taux de 21 p. 100.

Ajoutée aux autres mesures qu'a proposées notre gouvernement au cours de la présente session, afin de venir en aide à la petite entreprise, la présente mesure aura un effet marqué. Les sociétés, surtout celles qui ne sont pas de taille à accéder facilement aux marchés des valeurs, pourront ainsi élargir leur champ d'activité et créer plus d'emplois, puisque leurs besoins immédiats d'argent liquide aux fins d'impôt seront moindres.

La modification fiscale envisagée réduira vraisemblablement les rentrées d'impôt de 24 millions de dollars pour une année complète. Elle ne modifiera pas sensiblement nos revenus pour le reste de la présente année financière, mais, évidemment, l'impulsion ainsi donnée se fera sentir immédiatement.

Ces derniers mois, il a beaucoup été question du recours à des taux accélérés d'amortissement du coût en capital, comme moyen de stimuler la production. Certaines de ces propositions ont peut-être été mises de l'avant sans qu'on tienne suffisamment compte de la forme qu'il faudrait donner à un tel programme ou des résultats qu'on pourrait en attendre. Les taux d'amortissement des immobilisations que prévoit le règlement de l'impôt sur le revenu sont déjà assez élevés, et les possibilités qu'offre ce moyen ne sont pas aussi étendues que beaucoup de gens semblent le croire. Après avoir examiné cette question attentivement, le gouvernement a décidé de recourir de façon sélective à l'encouragement que constitue l'amortissement accéléré du coût en capital.

Ainsi que je l'ai signalé, le plus important de nos objectifs immédiats, c'est de résoudre efficacement le problème du chômage. Nous avons aussi, parmi nos autres objectifs, celui de permettre un plus haut degré de transformation industrielle de nos matières premières et de nos ressources naturelles au Canada même. En outre, on croit généralement que diverses industries sont sur le point d'étendre leur activité à de nouveaux domaines industriels. Je partage entièrement cet optimisme au sujet de la capacité de l'industrie canadienne. Je tiens à faire tout ce qui est dans nos moyens pour encourager l'initiative et l'entreprise. A cet égard, je suis heureux d'annoncer, à titre de puissant stimulant, des mesures ayant trois principaux objectifs; d'abord, aider de nouvelles industries dans des régions où, au cours des ans, il y a un appréciable degré de chômage continu; en deuxième lieu, aider à la mise au point de nouveaux produits par des procédés de fabrication qui, jusqu'ici, ne sont pas appliqués au Canada; et enfin, encourager la production de nouveaux genres de marchandises. Le contribuable pourra bénéficier de la double dépréciation à l'égard des dépenses d'équipement engagées la première

année à ces fins, mais il pourra l'appliquer à son gré à l'une ou l'autre des trois premières années.

Dans certaines régions, des conditions économiques qui changent ont créé une certaine mesure de chômage chronique qui exige des dispositions spéciales. Le nouveau programme a pour but de résoudre ce problème de la façon la plus efficace, en encourageant de nouvelles industries à s'établir et à offrir ainsi de nouveaux emplois dans de tels secteurs. Les régions devant bénéficier de ces nouvelles mesures seront désignées par le gouverneur en conseil en s'inspirant des renseignements les meilleurs et les plus complets qu'il sera possible de se procurer.

Dans les deux autres domaines, c'est-à-dire ceux de la transformation plus poussée des produits canadiens et de la production de nouveaux genres de marchandises, de grandes possibilités s'offrent et les avantages seront durables. La loi de l'impôt sur le revenu permet déjà une défalcation rapide pour dépenses courantes et dépenses d'équipement dans le domaine de la recherche. Entre autres choses, le nouveau programme complétera très logiquement ces concessions. En étendant la portée de notre capacité de production, en fabriquant de nouveaux produits au Canada, et en transformant dans une plus grande mesure les matières premières produites au pays même, il nous sera possible d'élargir et de renforcer la structure industrielle de la nation.

Les contribuables qui voudront bénéficier de la défalcation spéciale à l'égard des immobilisations à l'une des fins que j'ai mentionnées, en feront la demande conformément à la procédure qui sera annoncée en temps voulu par mon collègue, le ministre du Commerce. Le programme sera appliqué pour une période initiale de deux ans à partir du 1^{er} janvier 1961. Les conséquences qu'il entraînera du point de vue du revenu sont difficiles à estimer. La réduction pourra atteindre jusqu'à 25 millions de dollars pour une année entière.

J'arrive maintenant aux mesures tendant à encourager les placements et à assurer l'emploi plus utile de l'épargne de la population canadienne. Je propose de supprimer la surtaxe de 4 p. 100 sur le revenu des placements, lorsque ce revenu est de source canadienne. Je suis convaincu, en effet, que cet impôt supplémentaire décourage dans une mesure tout à fait hors de proportion avec les recettes modiques qu'il donne, les placements des Canadiens. De plus, étant donné qu'il ne s'applique pas au revenu tiré de certaines épargnes, comme les pensions et les rentes, mais s'applique au revenu provenant d'autres formes souhaitables d'épargnes, comme les titres à intérêts et les valeurs variables, il décourage les particuliers qui voudraient faire

des placements de ce genre. En même temps, il crée une autre difficulté pour les gouvernements et les entreprises du Canada qui veulent emprunter au Canada. En supprimant cet obstacle aux placements dans des titres canadiens, nous ferons un pas important vers notre but, qui est d'encourager notre population à économiser et à placer ses avoirs dans son pays.

La perte de revenu qu'entraînera l'application de cette proposition est estimée à 11 millions de dollars pour une année financière complète. Bon nombre d'assujétis à la surtaxe dépendent, en raison de leur âge ou de la perte du chef de famille, d'un revenu fixe de placements, dans la plupart des cas, assez modeste. Ce sont là ceux pour qui nos lois fiscales ont généralement des égards particuliers, et il est souhaitable de les exonérer de cette taxe spéciale.

Afin d'obtenir une participation plus forte de capital canadien dans la propriété et le contrôle de l'industrie canadienne, je présente certaines mesures relatives aux principes régissant les placements des caisses de pension et des sociétés de placements ou fonds mutuels, comme on les appelle souvent. Dans l'ensemble, ces institutions représentent ce qui est peut-être le volume le plus considérable d'épargnes individuelles mobilisables pour placement dans des titres de propriété d'industries canadiennes. L'objet des mesures que je vais présenter est de favoriser le placement de ces épargnes au Canada plutôt qu'à l'étranger. Les particuliers qui participent à des fonds de pension, à des fonds mutuels et autres fonds semblables, qui économisent en vue d'assurer leur avenir, ont un enjeu considérable dans l'avenir de notre pays. Ces mesures comportent donc une coïncidence marquée de l'intérêt privé et de l'intérêt public.

Les fonds de placement et les fonds mutuels qui constituent des «compagnies de placement» aux termes de la loi de l'impôt sur le revenu bénéficient du taux d'imposition particulièrement bas de 21 p. 100. Ce taux reconnaît que ces sociétés constituent essentiellement un canal que peut emprunter l'épargnant pour bénéficier d'une diversité de placements impossibles à obtenir par la voie du placement direct. On a toujours pensé, je crois, que le gros des placements de ces compagnies devrait être fait dans l'entreprise canadienne et, déjà, la loi de l'impôt sur le revenu les y obligeait. Cette exigence a été supprimée en 1956 et une proportion croissante des fonds de certaines de ces compagnies ont été récemment placés à l'extérieur du Canada. Il n'est que raisonnable que les compagnies dont les actionnaires jouissent d'un crédit d'imposition de 20 p. 100 sur les dividendes placent le gros de leurs fonds dans

des actions de compagnies canadiennes. Par conséquent, je propose que les corporations qui désirent être reconnues désormais comme sociétés de placement, aux fins de l'impôt, tirent au moins les trois quarts de leurs revenus bruts sous forme de dividendes de compagnies canadiennes imposables. Cela leur permettra quand même de réaliser un degré souhaitable de liquidité et de diversification, tout en assurant que la majeure partie de l'épargne qui est placée par l'entremise de ces compagnies afflue dans l'entreprise canadienne. On reconnaît que certaines de ces compagnies ne seront peut-être pas capables de se conformer immédiatement à cette exigence de 75 p. 100. Afin de leur donner le temps nécessaire pour ajuster convenablement leur portefeuille, cette proportion obligatoire des placements sera de 55 p. 100 pour les années d'imposition commençant en 1961 et de 65 p. 100 pour les années d'imposition commençant en 1962. Les compagnies dont les proportions de placements dépassent 65 et 75 p. 100 respectivement ne devront pas abaisser ces niveaux au cours des deux prochaines années.

La modification que je viens d'expliquer ne s'appliquera pas aux compagnies qui s'occupent surtout de faire des placements dans des valeurs canadiennes pour le compte d'actionnaires étrangers. Ces compagnies sont appelées sociétés de placement appartenant à des étrangers et elles sont visées par des dispositions fiscales différentes qu'il n'est pas nécessaire de modifier.

Pour ce qui est maintenant des plans de pension d'employés, les plus récents rapports indiquent que l'actif global des plans de pension en fiducie canadienne dépasse présentement 3 milliards de dollars et qu'il augmente d'environ 300 millions de dollars par an. Toute compagnie ou société de fiducie qui est créée en vue de l'administration d'une caisse ou d'un plan de pension enregistré est exempté de l'impôt sur le revenu. De plus, les cotisations versées à l'égard de tels plans par des employeurs et des employés peuvent, dans la plupart des cas, être déduites du revenu. Étant donné ces concessions et vu l'intérêt direct que tous les participants à des plans de pension portent à la prospérité et à l'expansion du Canada, il convient qu'une forte part de leur épargne soit placée ici. Vu qu'il est nécessaire de fournir des pensions d'un montant établi à l'avance, une bonne partie des fonds de ces plans a toujours été placée dans des obligations, des hypothèques et d'autres valeurs à revenu fixe. Nous ne cherchons nullement à modifier cette façon de procéder et les intéressés continueront de décider eux-mêmes de la manière de placer leurs fonds. Cependant, nous proposons que les fiduciaires de plans de pension qui sont admissibles à

l'exemption d'impôt devront tirer à l'avenir au moins 90 p. 100 de leurs revenus de placement de sources canadiennes. Comme dans le cas des sociétés de placement, cette proportion obligatoire s'appliquera graduellement. Elle devra être de 70 p. 100 en 1961 et de 80 p. 100 en 1962. Dans le présent cas également les plans de pension qui dépassent déjà des proportions de 80 et 90 p. 100 respectivement ne devront pas laisser leurs placements baisser au-dessous de ces niveaux au cours des deux prochaines années.

J'ai quelques modifications importantes à proposer à l'égard de l'impôt sur les revenus versés à des étrangers. Ces impôts sont souvent appelés impôts de rétention parce que le résident canadien qui les acquitte est chargé de les retenir et de les transmettre au gouvernement. En général, ces impôts frappent les revenus de placement de personnes et de sociétés de l'étranger qui ont investi de l'argent au Canada. Comme je l'ai déjà dit bien clairement dans cet exposé, ainsi qu'en maintes occasions précédentes, j'estime que l'économie du Canada a beaucoup bénéficié de l'afflux de capitaux étrangers et elle continue d'en tirer des avantages. Grâce à ces capitaux, le rythme de notre expansion nationale s'est accéléré, notre structure industrielle s'est développée en tous sens et le champ des occupations productives offertes à nos propres citoyens s'est élargi. Par conséquent, nous n'avons nullement l'intention de recommander des lignes de conduite défavorables aux capitaux étrangers. Ce serait contraire aux intérêts du Canada.

A la lumière des événements que j'ai signalés, il est devenu souhaitable de proposer certaines mesures qui, je crois, aideront l'économie canadienne à atteindre un meilleur équilibre par rapport au monde extérieur. Au présent stade de notre expansion, il est opportun de retirer certains des encouragements spéciaux qui avaient pour but, dans le passé, d'attirer des capitaux étrangers. A la suite de ces concessions spéciales, les non-résidents qui profitent de leurs placements au Canada n'assument pas toujours leur juste part des frais généraux de gouvernement et d'administration, bien qu'ils en bénéficient pleinement. Afin de redresser cet état de choses, je vais recommander plusieurs amendements en vue de porter les principales taxes de rétention sur les revenus des non-résidents au niveau uniforme de 15 p. 100, reconnu par notre loi comme le taux normal ou régulier. La Chambre se rappellera sans doute que le Parlement a établi le taux normal à 15 p. 100 à des fins analogues, à la Partie II de la loi de l'impôt sur les biens transmis par décès.

Je vais parler d'abord des amendements qui ont trait au paiement de l'intérêt imposé

aux non-résidents. Ces dernières années, les emprunteurs canadiens ont souvent recouru aux marchés des capitaux d'autres pays. Dans les circonstances actuelles, il n'est pas avantageux, pour notre balance des paiements, pour le taux du change, et, par ricochet,—mais cela est encore plus important,—pour la situation de l'embauche, de continuer à encourager les provinces, les municipalités ou les sociétés emprunteuses à émettre des obligations dans d'autres pays. Dans mon exposé budgétaire du 31 mars 1960, j'ai mis ces emprunteurs en garde, dans leur propre intérêt, contre les risques qu'ils courent, relativement au change, quand ils empruntent à l'étranger. Je vais proposer l'abrogation de certaines dispositions particulières qui avaient d'abord été incorporées à la loi de l'impôt sur le revenu afin de faciliter la vente d'obligations canadiennes à l'étranger, alors que les circonstances diffèrent nettement de ce qu'elles sont aujourd'hui.

Dans son libellé actuel, la loi exempte de la taxe de rétention de 15 p. 100 l'intérêt portant sur les obligations du gouvernement du Canada. Je propose que cette exemption soit abolie relativement à l'intérêt de toutes les obligations du gouvernement émises après ce soir. A l'heure actuelle, la loi prescrit aussi que l'intérêt perçu par les non-résidents sur les obligations des provinces canadiennes payables en devises canadiennes porte un impôt réduit au taux de 5 p. 100. Il est proposé que ces obligations soient mises sur le même pied que les émissions du gouvernement du Canada. Par conséquent, les non-résidents qui touchent de l'intérêt sur des obligations provinciales émises après ce soir ou qui ne sont pas engagés par contrat, avant ce soir, devront assumer le plein impôt de 15 p. 100.

Je me propose de demander au Parlement de modifier une autre exemption attachée à l'intérêt: il s'agit de l'intérêt payable en devises étrangères. A présent, l'intérêt sur les titres en devises étrangères est généralement exempt de la taxe de rétention. L'intérêt touchant les bons et obligations analogues émis après ce soir, ou non conclus par contrat avant ce soir, qu'il s'agisse d'obligations du gouvernement fédéral, des provinces, des municipalités ou d'autres emprunteurs canadiens, payables en devises étrangères, deviendra assujéti au même taux de 15 p. 100 visant les non-résidents que l'intérêt payable en devises canadiennes.

On s'attend à ce que le retrait de l'exemption fiscale accordée à l'intérêt payable en devises étrangères réduise les emprunts du Canada à l'étranger. Les concessions fiscales spéciales destinées à accroître la qualité marchande des obligations d'emprunteurs canadiens à l'étranger ne devraient plus être nécessaires, et rien ne justifie le maintien d'une

[L'hon. M. Fleming.]

concession fiscale qui encourage directement les résidents canadiens à émettre des titres payables en devises étrangères.

Je désire bien préciser deux choses. En premier lieu, toutes les propositions que je formule au sujet de la taxe de rétention frappant l'intérêt ne visent que l'intérêt des nouvelles obligations émises après ce soir. Il n'est imposé aucune taxe supplémentaire sur les obligations émises antérieurement. En second lieu, le retrait de l'exemption sur l'intérêt payable sur les obligations et titres de ce genre ne s'applique pas à l'intérêt concernant les emprunts ordinaires des Canadiens qui font des affaires à l'étranger.

Je tiens aussi à signaler une modification d'ordre technique, conforme à ces propositions, qui sera apportée au calcul des impôts de rétention payables par les compagnies d'assurances étrangères qui détiennent un permis les autorisant à faire des affaires au Canada. Ces impôts de rétention sont calculés en vertu de règles spéciales prévues aux Règlements de l'impôt sur le revenu. Comme, à l'heure actuelle, ces règles autorisent une exemption pour l'intérêt payable en devises étrangères, elles seront modifiées afin d'exiger que les bons et autres obligations analogues payables en devises étrangères, émis après ce soir, soient inclus avec les autres avoirs canadiens aux fins du calcul.

La deuxième exception à la taxe générale de 15 p. 100 frappant les non-résidents, que je vais inviter le Parlement à éliminer, intéresse certains dividendes. La loi de l'impôt sur le revenu porte que la taxe générale de 15 p. 100 sur les dividendes versés par des sociétés établies au Canada à des actionnaires qui n'habitent pas notre pays devra être réduite à 5 p. 100 lorsque les dividendes sont versés à une société étrangère affiliée possédant toutes les actions donnant droit de vote de la société canadienne qui les verse. Le maintien de cette concession spéciale ne semble plus justifié.

La taxe de rétention intéressant les dividendes autres que ceux qui sont versés par des filiales appartenant entièrement à des étrangers avait été d'abord fixée à 5 p. 100 en 1933. Compte tenu de tous les autres changements qui ont été apportés avec le temps, il est vraiment extraordinaire que depuis toutes ces années cet impôt n'ait jamais été augmenté. On se rappellera, par exemple, que l'impôt payable par les sociétés canadiennes était de 12½ p. 100 en 1933, comparativement au taux maximum de 50 p. 100 à l'heure actuelle.

Les sociétés non résidentes, qui reçoivent des dividendes de filiales résidant au Canada, voient leur propriété et leurs intérêts protégés par les lois canadiennes, de la même façon que tout autre non-résident qui touche

un revenu provenant de placements de différents genres au Canada. Il semble inutile et inopportun de maintenir un état de choses qui permet à une société étrangère de jouir d'un taux préférentiel si elle est en grande partie propriétaire de la filiale canadienne qui lui verse un revenu. Tous les actionnaires non résidents, qu'ils soient ou non des sociétés mères possédant un intérêt prépondérant, devront désormais payer la taxe entière de 15 p. 100 sur les dividendes qu'ils reçoivent de leurs placements au Canada.

Par les années passées, le Canada a conclu plusieurs accords avec d'autres pays, en vertu desquels il s'engageait à ne pas imposer une taxe dépassant 5 p. 100 sur les dividendes versés par la filiale canadienne à sa société mère à l'étranger, dont les avoirs comprenaient plus de la moitié des actions délibérantes. D'autres accords renfermaient certaines dispositions d'après lesquelles le taux de la taxe en question pouvait être réduit à 2½ p. 100 ou à zéro. En modifiant notre loi de l'impôt sur le revenu, nous devons, bien entendu, honorer les obligations que nous avons contractées en vertu de ces traités.

Il faudra entamer des négociations le plus tôt possible avec les pays parties à des conventions conclues avec nous et prévoyant un impôt inférieur à 15 p. 100 sur les dividendes. Ces négociations auront pour objectif d'obtenir l'imposition du taux entier de 15 p. 100 dans chaque cas.

L'accord fiscal entre le Canada et les États-Unis revêt une importance spéciale en ce qui concerne les propositions que j'ai exposées, à cause du montant élevé des dividendes qui passent du Canada aux sociétés mères établies aux États-Unis. Selon une de ces dispositions, chaque pays a consenti à ne pas imposer une taxe dépassant 5 p. 100 sur les dividendes que reçoit la société mère établie dans l'autre pays, de filiales dans lesquelles elle possède un intérêt prépondérant. Toutefois, l'accord prévoit aussi la résiliation de cette disposition particulière sans que cela mette fin aux autres dispositions de l'accord. Lorsque l'accord en vigueur a été conclu, on prévoyait qu'un jour ou l'autre il serait peut-être nécessaire d'augmenter le taux de 5 p. 100 et on y a incorporé des dispositions spéciales à cette fin. Ma proposition est donc conforme aux termes de l'accord conclu avec les États-Unis.

L'article XI de l'Accord prévoit que l'un ou l'autre pays pourra terminer son engagement relativement à l'impôt de 5 p. 100 en établissant un impôt excédant 5 p. 100. Dès demain, le Canada portera le taux à 15 p. 100. Par suite des règles imposant le secret en matière budgétaire au Canada, il nous a été

impossible jusqu'ici d'informer les autorités américaines de notre décision.

Cette situation n'est peut-être pas sans précédent. Dans son exposé budgétaire du 29 avril 1941, le ministre des Finances de l'époque a informé la Chambre que l'impôt imputé aux non-résidents serait porté, en vertu de la loi de l'impôt de guerre sur le revenu, de 5 à 15 p. 100, et que le relèvement du taux signifiait que les États-Unis seraient libérés des engagements que comporte l'accord réciproque de 1936 en matière d'impôt. Comme les honorables députés le savent, un nouvel accord plus complet a été conclu à la satisfaction des parties en cause quelques mois plus tard. C'est celui qui est actuellement en vigueur.

Pour résumer, le taux de l'impôt que retiendront toutes les sociétés canadiennes sur tous les dividendes versés aux actionnaires résidant aux États-Unis ou dans d'autres pays ou le taux de l'impôt ne continue pas à être limité par un accord fiscal, sera de 15 p. 100 à compter de demain.

Outre les intérêts et dividendes, il y a une autre façon de verser aux propriétaires étrangers les recettes de leurs entreprises au Canada. Lorsqu'une société étrangère exploite un commerce au Canada sans constituer en société la filiale canadienne, les bénéfices attribuables à son établissement ou à sa succursale permanente au Canada sont taxés aux taux réguliers de l'impôt sur le revenu payable par les sociétés canadiennes. Par le passé, on n'a jamais tenté d'imposer la société étrangère, quand les bénéfices de sa succursale étaient retirés par son bureau principal, même si le transfert de bénéfices d'une succursale est analogue au paiement de dividendes par la filiale à sa société mère. Étant donné la proposition portant le prélèvement de l'impôt entier de 15 p. 100 sur les dividendes versés par toutes les filiales, il s'ensuivra un grave déséquilibre si l'on n'impose pas une taxe correspondante sur les bénéfices retirés des succursales. Nous nous trouverions alors dans la situation anormale d'offrir aux sociétés étrangères qui font des affaires au Canada un bon motif d'ordre fiscal de ne pas constituer en sociétés leurs filiales canadiennes. C'est tout le contraire que se propose le gouvernement. Je propose donc que les bénéfices réalisés par les succursales de sociétés étrangères qui font affaire au Canada, après déduction des impôts réguliers canadiens et provinciaux sur le revenu des sociétés, soient grevés d'un impôt spécial de 15 p. 100 au lieu de la taxe de rétention des non-résidents imposée sur les dividendes. Cette mesure s'appliquera aux bénéfices réalisés après 1960. Comme dans le cas des filiales, certaines ententes fiscales que le

Canada a conclues avec d'autres pays empêcheront d'appliquer immédiatement cet impôt supplémentaire au revenu de succursales qui est versé à des sociétés établies dans ces pays.

Il y aura exception à l'égard des banques et des compagnies d'assurance-vie parce que souvent, à cause de règlements statutaires, elles ne peuvent pas fonctionner autrement que par l'intermédiaire de succursales. Une autre exception visera les compagnies qui s'adonnent au transport ou aux communications commerciales par-delà notre frontière internationale.

On tentera d'appliquer ce nouvel impôt aux succursales à peu près de la même façon qu'on applique la taxe de rétention des non-résidents au dividendes versés par des filiales régies à l'étranger. Le revenu imposable sera réduit dans la mesure où l'on pourra démontrer, au nom d'une succursale, qu'il y a eu des augmentations nettes des placements en immobilisations faits au Canada.

Il est à prévoir que, lorsque cet impôt touchera des succursales, nombre de compagnies prendront la décision de se constituer en corporation au Canada.

Il est très difficile d'estimer l'augmentation de recettes qui découlera de toutes ces modifications en ce qui concerne le revenu de non-résidents. Toutefois, on croit que cette augmentation produira peut-être des recettes pouvant s'élever jusqu'à 50 millions de dollars au cours d'une année financière complète et jusqu'à environ 14 millions au cours de la présente année financière.

J'aborde maintenant une question importante, bien que d'un ordre plutôt technique; il s'agit des taux d'intérêt des obligations qu'il faut étudier en ce moment. Les honorables députés le savent, l'intérêt provenant des obligations est un revenu imposable. Malheureusement, on recourt de plus en plus, et à dessein, à un moyen de payer aux détenteurs d'obligations l'équivalent de l'intérêt sous une forme libre d'impôt. Si un emprunteur émet une obligation de \$100 venant à échéance dans un an pour la somme, mettons, de \$96, et que l'obligation comporte un coupon au taux de 1 p. 100, le détenteur de l'obligation touchera \$4 de plus qu'il a déboursés quand l'obligation viendra à échéance à la fin de l'année. Cet excédent comparativement au prix d'achat, plus le \$1 d'intérêt, procurera au prêteur un rendement de 5.2 p. 100 sur son placement, mais on a constaté qu'il est difficile de percevoir l'impôt sur le montant en excédent du \$1 qui constitue l'intérêt. Si celui qui émet l'obligation est une personne imposable, il ne lui est pas loisible de déduire, à titre de frais d'emprunt, l'escompte dont font l'objet ses obligations lors de l'émission. Etant donné qu'on lui permet de

déduire l'intérêt aux fins de l'impôt sur le revenu, l'emprunteur imposable n'est pas porté à payer un escompte au lieu d'un intérêt pour l'usage de l'argent. Mais tel n'est pas le cas quand les emprunteurs ne sont pas imposables, par exemple les provinces, les municipalités, les organismes de charité et les commissions scolaires. Du point de vue financier, il importe peu à ces organismes qu'ils paient le coût de l'emprunt sous forme d'intérêt ou d'escompte.

Voici un exemple de ce qui se passe, dernièrement une province a emprunté 8 millions et demi en émettant des titres à deux ans sur lesquels le taux contractuel d'intérêt n'était que de 2 p. 100. Etant donné que le prix de vente de ces obligations avait été fixé à \$93.64, le rendement réel au bout des deux ans était de 5.4 p. 100. Une autre province a emprunté plus de 5 millions et demi à peu près aux mêmes conditions. On a porté à mon attention une autre émission d'un an, au montant de 1 million de dollars, lancée par une autorité provinciale à un taux d'intérêt contractuel de 2 p. 100, alors que le rendement réel à l'échéance sera de 5.6 p. 100. Dans le domaine des obligations à long terme, une province a émis dernièrement une obligation de 15 ans à un intérêt contractuel de 2 p. 100 et à un prix de vente fixé à \$66.45 qui devait rapporter un rendement d'environ 5.3 p. 100 à l'échéance. Dans tous ces cas, pour la plupart des détenteurs de ces obligations, l'impôt n'est perçu que sur le revenu provenant du coupon. Évidemment, ces émissions sont très attrayantes pour les particuliers qui se classent dans les paliers supérieurs de revenus.

Je tiens à faire disparaître cette échappatoire que renferme notre loi sur l'impôt. Je propose donc que lorsque le taux d'intérêt contractuel à l'égard d'une obligation, d'une débenture ou autre preuve semblable de dette émise par un emprunteur exempt d'impôt, est inférieur à 5 p. 100, et lorsque l'obligation ou la débenture est émise à un escompte qui prévoit un rendement réel à l'échéance, ou à la première date de rachat par anticipation, dépassant le taux contractuel de plus d'un tiers, l'escompte au complet soit considéré comme un revenu aux mains du premier détenteur du titre qui est un résident canadien imposable. Cette mesure n'a pas pour but de prélever des recettes, mais d'empêcher qu'on ait recours à un moyen d'éviter le paiement de l'impôt. On permettra encore un montant suffisant d'escompte accordant la souplesse nécessaire pour fixer les prix des nouvelles émissions.

Ma dernière proposition d'ordre fiscal concerne l'enseignement universitaire. Nos ressources humaines constituent sans l'ombre d'un doute le plus précieux de tous nos biens

au Canada. La préparation de la jeune génération pour les tâches auxquelles elle devra faire face est de toute première importance. Dernièrement, la Chambre a adopté une mesure qui contribuera à faciliter la construction de locaux destinés à la formation technique. Il est opportun d'envisager les problèmes d'ordre financier auxquels doivent faire face les étudiants universitaires et ceux qui, à cause de ces problèmes, ne peuvent pas fréquenter l'université.

Nombre d'étudiants méritants ont besoin d'aide financière pour suivre des cours universitaires. Certaines provinces ont mis en œuvre des programmes de prêts destinés à aider les étudiants méritants qui ont besoin d'aide financière. Ces programmes louables donnent d'excellents résultats. Le gouvernement étudie sans cesse cet aspect important du problème.

L'autre aspect a trait à la situation dans laquelle se trouvent les étudiants et ceux de qui ils dépendent, en ce qui concerne l'impôt sur le revenu. Je propose un certain dégrèvement fiscal à l'égard des étudiants des universités et de leurs parents.

Certains étudiants, tout en poursuivant leurs études universitaires, gagnent suffisamment d'argent pour être assujétis au paiement de l'impôt sur le revenu. Je propose qu'un étudiant à plein temps dans une université, s'il étudie en vue d'obtenir un diplôme, soit autorisé à déduire les droits de scolarité qu'il verse à l'université, lorsqu'il établit son revenu imposable.

La loi de l'impôt sur le revenu fournit déjà une aide spéciale aux parents ayant à charge des enfants qui étudient à l'université en leur permettant de réclamer une déduction à l'égard de ces enfants, même s'ils ont dépassé l'âge de vingt et un ans. Toutefois, si l'étudiant, quel que soit son âge, a un revenu supérieur à \$950, il cesse d'être considéré comme personne à charge, et son père ou sa mère perd l'exemption de \$500 que la loi lui accorde autrement, même s'il aide financièrement l'étudiant. Je propose que les droits de scolarité de l'étudiant puissent être déduits de ses gains aux fins de déterminer s'il entre dans la catégorie des personnes à charge. Si, après déduction des droits de scolarité, l'étudiant a un revenu inférieur à \$950, son père ou sa mère récupérera l'exemption de \$500.

Ces modifications entreront en vigueur à compter du 1^{er} janvier 1961.

TARIF DES DOUANES

Il a été question à deux reprises dans le discours du trône du tarif des douanes. Voici ces passages:

Mon gouvernement a décidé qu'il y a lieu d'accélérer sensiblement la mise à jour du tarif des douanes au Canada, même si l'on a beaucoup

accompli dans ce domaine au cours des dernières années. Afin de rendre la chose réalisable sur une base juste et rationnelle, vous serez invités à élargir les cadres de la Commission du tarif et à autoriser celle-ci à siéger en deux groupes.

Vous serez également invités à réviser la définition, dans le tarif des douanes, des marchandises d'une classe ou d'une espèce fabriquées au Canada.

Je voudrais maintenant développer ces deux points. Je parlerai d'abord de l'élargissement proposé des cadres de la Commission du tarif.

Depuis que le présent gouvernement a accédé au pouvoir, la Commission du tarif s'est livrée à une série de travaux comprenant des révisions complètes des principaux secteurs du tarif canadien. Depuis le mois de juin 1957, j'ai déposé au Parlement des rapports visant le fer et l'acier de base, les conduites et tuyaux, les légumes et fruits frais et la plupart des produits textiles. En outre, il y a eu des rapports concernant un certain nombre d'autres matières qui, même si elles revêtaient un intérêt moins général, préoccupaient les industries directement en cause.

Les mesures législatives présentées dans les trois derniers budgets ont donné suite en grande partie aux recommandations soumises par la Commission dans les rapports dont j'ai parlé. Les révisions du tarif ont été précédées, dans chaque cas, par des négociations internationales. Il a fallu recourir à ces négociations afin d'apporter les modifications nécessaires aux engagements du Canada aux termes du GATT, et de protéger nos exportateurs contre le danger, vraisemblable en réalité, de se voir retirer les avantages commerciaux dont ils bénéficiaient dans d'autres pays membres du GATT. Dans chaque cas, nous avons agi logiquement en suivant les règles internationales convenues et nous avons l'intention de continuer à procéder de la sorte, pourvu, bien entendu, que les autres pays fassent de même.

Le budget que j'ai présenté en 1958 comprenait une révision complète du secteur du tarif des douanes qui s'applique au fer et à l'acier; le budget de 1959 visait les fruits et les légumes et celui de 1960 visait la presque totalité de la liste des textiles. A eux trois, ces budgets ont modifié quelque 400 postes du tarif des douanes du Canada.

On peut s'attendre à d'autres modifications du tarif en temps opportun à la suite d'autres études de la Commission du tarif récemment achevées ou en cours. Un nombre particulièrement grand de postes tarifaires fait partie d'une étude importante inscrite maintenant au programme de la Commission, savoir celle visant les produits chimiques. La Commission est également saisie d'études visant certains articles d'outillage, la radio, la télévision et les produits de nature électronique, les clous, les ébauches de porcelaine et de verroterie

aux fins de décoration, et les plans, dessins et épures d'architectes.

J'annonce maintenant une nouvelle étude soumise à la Commission et portant sur les graines oléagineuses et les huiles végétales. Des instances ont été soumises au gouvernement par les producteurs de fèves soja de l'Est du Canada et par les producteurs de graines de colza de l'Ouest, au sujet du tarif des douanes applicable à ces produits. On a aussi fait valoir qu'une modification des droits afférents aux graines oléagineuses et aux huiles végétales aiderait les cultivateurs canadiens qui s'adonnent à l'industrie laitière. L'industrie du détritage des fèves soja et l'Association canadienne des fabricants de provendes ont soumis d'autres points de vue au sujet du tarif douanier approprié applicable à ces produits. En outre, en raison de la vaste interchangeabilité des graines oléagineuses et de leurs produits destinés à des usages divers dans l'agriculture et dans l'industrie, une modification des droits à l'égard de certains articles qui ne serait pas accompagnée de modifications compensatrices à l'égard de certains autres, bouleverserait la production et les échanges. C'est pourquoi j'ai décidé que la meilleure chose à faire serait de soumettre la question à la Commission du tarif pour qu'elle l'étudie et présente un rapport.

Étant donné le programme chargé de travaux importants qui attend la Commission du tarif, le gouvernement se propose d'élargir les cadres de la Commission et de prendre des mesures en vue d'accélérer son travail. Le gouvernement se rend bien compte qu'il est urgent de mettre à jour certains secteurs tarifaires qui sont devenus désuets. D'autre part, nous croyons qu'il est important de prévoir la tenue d'une enquête soignée et d'audiences publiques avant que des modifications sensibles soient apportées au tarif. Cela nous permettra de tenir compte de tous les intérêts et de tous les points de vue. A notre avis, la Commission du tarif est l'organisme tout désigné pour entreprendre cette tâche et, pour lui permettre de le faire promptement, il nous semble que nous devrions accroître suffisamment le nombre de ses membres afin qu'elle puisse se diviser en groupes.

Par conséquent, j'inscris au *Feuilleton* un projet de résolution tendant à l'adoption d'une loi qui permettra de porter de cinq à sept le nombre des membres de la Commission. Cette modification permettra à la Commission de siéger normalement en deux groupes distincts, de manière qu'elle puisse entreprendre deux enquêtes ou entendre deux appels en même temps. En plus d'autoriser une augmentation du nombre des membres de la Commission, le projet de loi apportera

[L'hon. M. Fleming.]

des modifications corrélatives qui permettront à la Commission de fonctionner en deux groupes.

J'aborde maintenant le problème des «classes ou espèces». Ce problème n'est pas nouveau et il n'est pas facile d'y trouver une solution. Je sais que nos prédécesseurs s'en rendaient compte. De fait, on ne cessait pas de les inciter fortement à faire quelque chose de constructif à cet égard.

Il serait peut-être bon que je fasse l'histoire du problème avant d'expliquer ce que nous avons l'intention de faire en vue de le résoudre. Les dispositions de l'article 6 du tarif des douanes, dont un alinéa interdit le dumping, ne s'appliquent qu'aux marchandises appartenant à «une classe ou à une espèce fabriquée au Canada». En outre, le tarif comporte quelque 75 postes comprenant des genres de marchandises qui jouissent de l'entrée en franchise, de tarifs réduits ou de drawback tarifaire si elles ne sont pas censées appartenir «à une classe ou à une espèce fabriquée ou produite au Canada». Les mêmes marchandises sont sujettes à des droits tarifaires beaucoup plus élevés si elles sont déclarées produites au Canada.

Le but de ces postes, comme on l'a expliqué à l'époque où les plus importants d'entre eux ont été primitivement établis, c'est de prévoir des droits tarifaires réduits à l'égard «de la machinerie de production que l'on ne peut se procurer au Canada». Les dispositions anti-dumping remontent à 1904 et certains des postes tarifaires faisant partie d'«une classe ou espèce» sont d'une origine aussi éloignée. Toutefois, la plupart des postes compris dans une «classe ou espèce» ont été établis plus récemment, surtout entre 1935 et 1939.

Dans certains cas particuliers, il faut donner une interprétation administrative aux mots «classe ou espèce» en autant qu'ils s'appliquent à ces postes. D'après diverses déclarations formulées à l'époque où ces postes ont été établis, le gouvernement et le Parlement de l'époque voulaient que l'on donne une interprétation raisonnablement vaste aux mots «classe ou espèce». Ainsi, on ne voulait pas que les marchandises importées soient classifiées comme n'étant pas fabriquées au Canada tout simplement parce qu'elles différaient quelque peu, par la dimension, le style ou la qualité, de produits semblables fabriqués au Canada. A mon sens, lorsque l'on a établi l'entrée en franchise et les réductions de droits tarifaires à l'égard de marchandises qui ne sont pas censées appartenir «à une classe ou à une espèce fabriquée ou produite au Canada», on voulait que les réductions ne s'appliquent qu'à des marchandises qui ne concurrent pas directement et immédiatement des marchandises fabriquées au pays.

Je crois que c'était là l'intention du gouvernement de l'époque lorsqu'il a établi la plupart de ces postes. Je devrais ajouter que c'est ainsi que l'on a interprété les postes en cause jusqu'en 1950 environ. C'est ainsi qu'on les appliquait lorsqu'on a assumé les obligations découlant du GATT et les autres pays s'en servaient comme base pour évaluer les concessions.

Tant qu'est resté faible l'écart les droits qui frappaient les marchandises «fabriquées» au Canada et ceux qui grevaient les marchandises produites à l'étranger, peu de problèmes importants ont surgi. Toutefois, étant donné l'écart important qui existait en 1950 entre les droits tarifaires frappant les marchandises fabriquées au Canada et ceux qui visaient les marchandises produites en dehors du pays, les importateurs ont été fortement portés à chercher des moyens d'accroître le nombre de produits considérés comme n'ayant pas été fabriqués au Canada et leurs efforts ont été couronnés d'un certain succès. Ils y ont réussi parce que les mots «classe ou espèce» n'étaient pas définis d'une manière satisfaisante. Il en est résulté que les fabricants canadiens n'ont pas joui de toute la protection qu'on voulait leur assurer. En outre, l'application plus large, au cours des dix dernières années, de certains postes visant les marchandises «non fabriquées au Canada» a permis à nos partenaires commerciaux du GATT de profiter d'avantages inattendus pour lesquels ils n'ont rien payé et à la suppression desquels ils ne pouvaient raisonnablement pas s'opposer.

A ce propos, j'aimerais signaler autre chose. Ni le libellé de l'article du tarif des douanes qui définit «la classe ou l'espèce», ni celui du décret du conseil adopté en 1936 pour y donner suite, n'est garanti en vertu de l'Accord sur les tarifs douaniers et le commerce. On peut donc modifier ces textes de manière à rétablir et à confirmer l'ancienne interprétation sans qu'il soit nécessaire de renégocier les engagements internationaux existants. Mais si la définition n'est pas garantie, un certain nombre de droits de douane qui en dépendent, le sont. Le volume du commerce qu'intéressent ces taux est considérable; aussi exposerions-nous nos exportations à des représailles si nous changions la définition sans tenir dûment compte de l'interprétation couramment admise en 1947 lors de la négociation de l'Accord sur les tarifs douaniers et le commerce. C'est justement ce que nous ne voulons pas.

Je le répète, on a vu se préciser ces dernières années la nécessité de confirmer l'interprétation historique de l'expression «la catégorie ou l'espèce», nécessité qui se fait

sentir à l'égard de deux catégories différentes de marchandises, dont celle que l'on pourrait désigner la catégorie du «fait sur commande». De nos jours, l'industrie qui emploie de l'équipement lourd, comme les fabriques de pâtes et de papier, les aciéries ou les centrales d'énergie, prend de plus en plus l'habitude de commander du matériel particulièrement adapté à ses besoins propres. Les installations de base pourront être de type classique, mais les accessoires et les dispositifs de commande différeront probablement, à certains égards, de toute autre installation du genre au Canada ou ailleurs. Comment s'en tenir dans ces cas aux critères «fabriqué au Canada» ou «non fabriqué au Canada»? Il semble qu'en pareils cas le gouvernement doive se demander d'abord si nous avons les connaissances techniques et les moyens de production nous permettant de fabriquer l'installation en question, au lieu de chercher à savoir si des installations identiques (au sens de la définition existante) ont été ou sont produites chez nous en quantité. Chercherait-il à appliquer ce dernier critère, que la réponse serait presque toujours «non». Telle n'était sûrement pas l'intention du Parlement. Aussi le gouvernement estime-t-il qu'il serait souhaitable de préciser le premier sens de l'expression et de donner au ministre du Revenu national la responsabilité et le pouvoir de l'appliquer. En terminant mes observations, je présenterai une résolution proposant que les articles faits sur commande soient réputés d'une catégorie ou d'une espèce fabriquée ou produite au Canada si des moyens suffisants existent au Canada pour les produire économiquement dans des délais raisonnables.

On pourrait désigner l'autre catégorie de marchandises par l'expression «marchandises sur rayons». On a eu tendance, dans ces cas, à restreindre le sens du critère «classe ou espèce». La question qui se pose est de savoir si pour déterminer «la classe ou l'espèce» le ministère du Revenu national doit tenir compte seulement des marchandises canadiennes ou importées virtuellement identiques ou bien de «classes» ou d'«espèces» entendues dans un sens plus large, qui comprendraient des marchandises de nature semblable et destinées à des fins semblables. La modification que je vais proposer aurait pour effet de confirmer l'interprétation dans son sens large, qui, je le répète, est conforme à la tradition. Il sera prévu que les marchandises autres que les marchandises faites sur commande seront réputées être «d'une classe ou d'une espèce» fabriquée ou produite au Canada si des marchandises *approximativement* de la même classe ou de la même espèce sont fabriquées ou produites au Canada. J'ajouterai que la modification retiendra le principe connu sous le nom de «règle du

10 p. 100» et qu'elle en proposera l'insertion pour la première fois dans la loi.

La règle du 10 p. 100 s'applique depuis 1936 conformément au décret du conseil C.P. 1618 du 2 juillet 1936 qui prescrit que les articles ne seront pas réputés être d'une classe ou d'une espèce fabriquée ou produite au Canada à moins que la production canadienne ne puisse assurer 10 p. 100 de la consommation normale du Canada.

Nous n'avons pas toujours la statistique qu'il faudrait pour déterminer la consommation normale canadienne de telles catégories particulières de marchandises. Mais partant des renseignements confidentiels dont il dispose, le ministère ou le ministre du Revenu national devrait pouvoir arriver à des estimations raisonnables dans les cas où les données publiées ne sont pas complètes. On ne pourra appeler des décisions prises par le ministère quant à la détermination de la consommation normale canadienne, qu'au ministre du Revenu national dont les décisions seront définitives. Les appels fondés sur des questions de droit ou de faits relevant de la Commission du tarif continueront d'être soumis à cet organisme.

RÉSUMÉ ET CONCLUSIONS

Les changements fiscaux que j'ai proposés auront pour effet net d'augmenter d'environ 14 millions les recettes de l'année financière en cours et de diminuer les recettes d'une année complète d'environ 10 millions. J'aimerais consigner au hansard un tableau montrant les effets de ces changements.

TABLEAU II

Effet sur les recettes des modifications
apportées aux impôts
(en millions de dollars)

	En	En une
	1960-1961	année
	complète	complète
Impôt sur les premiers \$35,000 du revenu des sociétés		-\$ 24
Amortissement accéléré		-\$ 25
Surtaxe sur le revenu provenant de placements		-\$ 11
Taxe de rétention sur le revenu de non-résidents	+ 14	+ 50
Total	+\$ 14	-\$ 10

Le résultat net sur l'ensemble de nos prévisions budgétaires pour l'année 1960-1961, c'est que les dépenses estimatives resteront inchangées à environ 5,980 millions, les recettes estimatives augmenteront de 14 millions, pour s'établir à environ 5,694 millions, et le déficit estimatif pour l'année 1960-1961 sera d'environ 286 millions.

(Texte)

Monsieur l'Orateur, je puis maintenant terminer mes observations. Tout à l'heure, j'ai souligné la nécessité qu'il y a pour nous

[L'hon. M. Fleming.]

d'adapter notre programme budgétaire aux conditions économiques changeantes. Or, les propositions que je viens de soumettre à la Chambre ont pour but de répondre aux changements qui se sont produits dans les conditions économiques au Canada, puis à ouvrir la voie vers un autre progrès important des grandes destinées de notre nation.

Voici donc des mesures visant à combattre les causes profondes et les manifestations du chômage; à favoriser une expansion économique équilibrée; à faciliter et encourager l'emploi le plus efficace des épargnes des Canadiens en vue de la mise en valeur et du contrôle de leur économie croissante, à mieux équilibrer les relations commerciales et financières du Canada avec les autres pays; à solliciter la mise en œuvre de l'entreprise de notre population; et à sauvegarder les épargnes des Canadiens économes et industriels en maintenant la puissance d'achat de leurs devises.

Au sein de l'économie libre qui est le fier patrimoine des Canadiens, les droits et privilèges de la citoyenneté s'accompagnent toujours de responsabilités. Le gouvernement a sa propre sphère de responsabilité; le citoyen a aussi la sienne. Tout Canadien peut aider à résoudre le problème qui se pose à la nation. Accorder cette aide, c'est le rôle de chaque patriote.

Le gouvernement, s'acquittant de sa responsabilité envers la nation, a exposé au Parlement un plan d'action général, courageux et positif. Que les citoyens, le Parlement et le gouvernement s'unissent alors dans un puissant élan d'efforts, de confiance et d'accomplissement.

(Traduction)

RÉSOLUTION RELATIVE À LA LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU

La Chambre décide qu'il y a lieu de présenter une mesure en vue de modifier la loi de l'impôt sur le revenu et de statuer, entre autres choses:

1. Qu'à l'égard du revenu des corporations gagné le 1^{er} janvier 1961 ou après cette date, le montant de la première tranche de revenu imposable assujétie à un taux d'imposition de 21 p. 100 est porté de \$25,000 à \$35,000.

2. Que, pour l'année d'imposition 1961 et les années d'imposition subséquentes, la taxe supplémentaire de 4 p. 100 imposée sur le revenu des placements des particuliers est abrogée en ce qui concerne son application au revenu provenant de sources au Canada.

3. Que, pour les années d'imposition commençant en 1963 et les années d'imposition subséquentes, une corporation sera considérée comme étant une société de placement seulement si elle reçoit au moins 75 p. 100 de son